

Evolution de l'interface agriculture/environnement

Pour la construction d'enjeux stratégiques territoriaux méditerranéens

François Lerin ¹, Claire Bernard-Mongin ^{2,3}

¹ Association Internationale pour le Développement de l'Agroenvironnement (AIDA), France (<http://www.courrierdelaplanete.org/>)

² CIRAD, UMR INNOVATION, Université de Montpellier, CIRAD, INRAE, Institut Agro, Montpellier, France

³ Université de Montpellier, Montpellier Research in Management, Montpellier Management (MOMA), France

Introduction

Le propos de cette contribution n'est évidemment pas de traiter en détail des relations entre agriculture et environnement, mais de proposer une sorte de périodisation très schématique de leur interface afin d'éclairer les opportunités stratégiques d'aujourd'hui.

L'image publique tout comme la situation effective de l'agriculture au regard des enjeux environnementaux est double. D'une part, l'agriculture est désignée comme un pollueur important, un émetteur massif de gaz à effet de serre (GES) et l'une des causes principales de la perte de biodiversité^{1,2}. D'autre part, elle est aussi, comme en témoigne son histoire longue, un utilisateur durable des ressources naturelles et protectrice-productrice de biodiversité semi-naturelle et de paysages écologiques³. Cette dualité est particulièrement marquée en Méditerranée où l'agriculture a constitué et constitue encore un des modes dominant d'utilisation du territoire, et qui est aussi identifiée comme l'un des 34 « points chauds » (*hotspot*) de biodiversité à l'échelle mondiale. Nombre de ses territoires représentent des enjeux importants de résilience et d'adaptation au changement climatique.

Nous considérerons ici plus particulièrement des territoires de la façade nord méditerranéenne et ses grandes îles qui représentent, à l'échelle de l'Europe, un espace particulièrement riche en biodiversité qui s'exprime au travers d'un immense patrimoine culturel, matériel et d'agro-biodiversité, distribué dans une quantité considérable de terroirs plus ou moins isolés – par l'insularité et dans des vallées et plateaux montagnards, des systèmes collinaires et des réseaux hydrographiques fragmentés et complexes.

Une interface conflictuelle

Le processus dit de « modernisation » de l'agriculture sur moyenne période - mais avec une radicalisation à partir des années 1950 - a créé une situation d'interface **conflictuelle** entre l'agriculture et l'environnement. Cette désarticulation tendancielle entre agriculture et environnement a supplanté dans bien des territoires la relation consubstantielle entre pratiques et systèmes agricoles et le « milieu » disait-on autrefois (environnement, ressources aujourd'hui). Cette relation caractérisait l'activité rurale-agricole sur longue période - sans toutefois que cela n'exclue des phénomènes de tensions voire même d'effondrements localisés. Elle a perduré y compris pendant la période de pré-industrialisation et d'accroissement de la productivité dans la première modernité.

Il n'en reste pas moins que l'agriculture a connu, après-guerre, un mouvement de modernisation qui a beaucoup limité et même détruit ses externalités positives et, dans le même mouvement, augmenté massivement ses externalités négatives : pollutions, dégradation des ressources (eau, sol), perte de biodiversité... Ce processus a été à la fois brutal, multiforme et rapide. L'agriculture s'est intensifiée par la spécialisation (dissociation agriculture/élevage, diminution des rotations, simplification des associations culturales, irrigation, ...), la mécanisation et la chimisation (engrais minéraux, produits phytosanitaires). La suppression des haies et de tous les obstacles à une mécanisation de plus en plus puissante a conduit à la destruction et simplification des paysages et à la perte de fonctions écologiques. La taille des exploitations et des parcelles a été considérablement et continuellement augmentée, l'emploi rural et le nombre d'exploitations a baissé drastiquement.

L'agriculture méditerranéenne a certes conservé un statut un peu particulier en raison de l'importance et de la spécificité de l'exploitation familiale (plus de 80% des exploitations agricoles de Méditerranée sont inférieures à 10 ha). Mais une partie de cette agriculture – compétitive, intensifiée, destinée à l'export notamment - s'est trouvée intégrée massivement en amont par la fourniture de biens industriels mécaniques et chimiques et en aval par un secteur industriel agro-alimentaire en expansion rapide, lui-même en ligne avec le grand négoce et les systèmes de logistique et de grande distribution.

La demande en protéines animales a fait un bond spectaculaire conduisant à une spécialisation de plus en plus poussée de l'élevage et la création d'unités de production de plus en plus vastes. L'approvisionnement alimentaire de ces élevages reposant alors sur des importations massives en protéines en provenance des grands exportateurs mondiaux. Cette double tendance spécialisation-intensification de la production agricole et de mutation de la consommation alimentaire a conduit à un alourdissement considérable du bilan GES du système alimentaire - un point de réflexion majeur sur les stratégies d'atténuation du changement climatique.

Notons que pendant cette période d'industrialisation de l'agriculture de son côté, la protection de « l'environnement » a d'abord été concentrée sur la création d'espaces naturels protégés, de territoires de conservation de biodiversité remarquable, pour lesquels l'optimum était de limiter au maximum toute intervention humaine. Cette conception « préservationniste » - imprégnée par le débat anglo-saxon de philosophie politique - institue une coupure radicale entre les espaces protégés et les espaces anthropisés.

Une interface élargie

La modernisation-intensification définit une interface étroite et conflictuelle entre l'agriculture et l'environnement. Mais cette conflictualité n'est que tendancielle, car tout en étant contenue dans les modalités mêmes du processus d'intensification-spécialisation, celui-ci ne s'est pas déployé de façon homogène. De surcroît à partir de la fin des années 1970, les nuisances de l'intensification sont pointées et une interface « **élargie** » par un nouveau regard et des pratiques agro-environnementales concernant l'agriculture se fait jour.

Car, d'une part, il reste une agriculture non intensifiée – souvent parce que pratiquée sur des territoires non intensifiables. Ceci est particulièrement vrai dans les régions méditerranéennes et montagneuses, qui concentrent une très grande partie de l'agriculture dite à Haute Valeur Naturelle (HVN) à l'échelle européenne, c'est-à-dire des formes d'agriculture dont les pratiques ont en commun de préserver la richesse écologique : faible utilisation d'intrants, forte diversité du couvert végétal et une part élevée de végétation semi-naturelle⁴.

D'autre part, dès les années 1970, d'abord de manière très marginale puis de manière plus marquée, la question environnementale est progressivement prise en compte dans la régulation du secteur agricole, sous la forme de normes environnementales, de soutiens publics incitatifs aux bonnes pratiques, voire de taxes pigouviennes sur les pollutions. En effet, le diagnostic d'une crise environnementale globale ne cesse de progresser aux niveaux nationaux comme au niveau international à partir de la Conférence de Stockholm de 1972, mais surtout à partir du Sommet de la Terre de Rio, vingt ans plus tard, en 1992. Malgré les atermoiements, les mesures d'évitement, les stratégies de lobby, le secteur agricole se trouve contraint à un certain « verdissement ». C'est le terme que l'Union Européenne choisira pour introduire des mesures environnementales dans l'application de la Politique Agricole Commune (PAC). Trente ans après sa création en 1962, un premier verdissement est imposé au début des années 1990, et le « deuxième pilier » (dit de développement rural) est introduit en 1999. Plus tard, un système complexe d'éco-conditionnalité des aides directes est mis en place – dont l'efficacité est cependant questionnée par la plupart des rapports d'évaluation.

Dans le même temps, les dispositifs de gestion des espaces naturels intègrent les pratiques anthropiques. Les territoires nationaux se couvrent de zones aux niveaux et aux modalités de protection variés – avec notamment les zones Natura 2000 créées en 1992 en Europe, mais aussi, en France et avec des équivalents dans beaucoup de pays : les Znieff (Zones naturelles d'intérêt écologiques, faunistiques et floristiques) en 1983, les Trames vertes et bleues (2007), les parcs naturels régionaux (PNR), etc. Ces instruments de gestion territoriale tentent de limiter ou au moins de contenir les effets destructeurs de l'artificialisation des milieux et de l'agriculture intensive.

Par ailleurs, le mouvement écologiste a trouvé une base de soutien chez les agriculteurs et une agriculture « biologique » s'est développée marginalement d'abord puis au cours de la décennie passée – grâce à une demande soutenue des consommateurs – de manière plus significative jusqu'à représenter un pourcentage non négligeable du « mix » agricole européen (7,5% de la SAU européenne en 2018). Dans ce même mix agricole, l'agriculture dite « à Haute Valeur Naturelle » (HVN) a été reconnue (au moins partiellement) dans la gestion de la PAC, et plusieurs mesures incitatives permettent de soutenir des pratiques et des modèles d'agriculture favorisant la biodiversité (polyculture-élevage, systèmes pastoraux, etc.).

L'interface entre l'agriculture et l'environnement, tendanciellement conflictuelle dans le processus d'intensification, s'élargit donc à une zone de compromis et de contention. Cette dernière tient à l'extension des mécanismes territoriaux de protection des espaces, des ressources, de la biodiversité et des paysages, à la mise en place de normes environnementales de plus en plus strictes et contraignantes et aux conditionnalités environnementales imposées pour l'attribution des aides à un secteur largement subventionné en Europe. Mais cette interface élargie est loin de répondre substantiellement aux défis qu'elle vise.

Une interface stratégique

Épuisement et dégradation des ressources naturelles, sixième extinction de la biodiversité, changement climatique, les trois principales composantes de cette crise environnementale globale majeure et décisive sont maintenant documentées de manière consolidée et incontestable^{1,2}. Dans l'anthropocène, l'interface agriculture-environnement apparaît comme « **stratégique** » dans le sens où la transition vers des modes de production et de consommation alimentaires est posée de manière impérieuse et urgente, comme un élément majeur de la transition environnementale. Dit autrement : l'agriculture saura-t-elle se réformer drastiquement pour déconstruire des pans entiers de son fonctionnement industrialisé et profiter d'une fenêtre stratégique pour développer ses fonctionnements à Haute Valeur Naturelle et mettre en œuvre des transitions climatique, énergétique et environnementale devenues nécessaires et urgentes ?

Les transitions et les stratégies de transformation seront évidemment différentes pour les différentes composantes du « mix » agricole méditerranéen dans lequel coexistent des systèmes très intensifs, des systèmes partiellement intensifiés et aussi des agricultures à Haute Valeur Naturelle. C'est sans doute plus par une approche territoriale des systèmes agraires et modes de production - tenant compte des enjeux socio-économiques, des ressources et des possibilités du milieu - que par une approche par filière que ces transitions sont favorisées et peuvent être accélérées. De même, plus que par une dynamique d'innovation hors-sol, intensive en capital, c'est dans l'application fine de stratégies agroécologiques que l'intensification écologique et l'intégration des innovations peut avoir lieu. Il ne s'agit donc pas de décroissance pour ces terroirs, mais d'une transition intensive en savoirs et savoir-faire, pour une production alimentaire respectueuse de la santé humaine, animale et de l'environnement.

Conclusion

Les montagnes, les îles et les zones faiblement peuplées de la méditerranée – dans la rive nord en particulier – autrefois abandonnées et marginalisées car inaptées à l'introduction des techniques modernes d'intensification agricole, ont aujourd'hui une fenêtre d'opportunité pour redéployer ou pour le moins préserver et utiliser des systèmes agraires à Haute Valeur Naturelle qui ont perduré, mais également engager des transitions agroécologiques dans les systèmes de production intensifs (*huertas* et plaines irriguées, terroirs viticoles, arboricoles, sylviculture monospécifique,...) ou des stratégies de reconquête agricole d'espaces nourriciers, aujourd'hui abandonnés aux friches.

Il s'agit non seulement de revitaliser des territoires marginalisés grâce au renforcement de systèmes alimentaires localisés plus durables, mais aussi d'utiliser cette agriculture patrimoniale susceptible d'intensification écologique et d'innovations, comme un outil de préservation des « points chauds » de biodiversité, s'articulant aux fonctions sociales, culturelles et économiques de ces territoires.

Références

4. IPBES (2019). Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. Brondizio E. S., Settele J., Díaz S., Ngo H. T. (eds.). IPBES secretariat, Bonn (Allemagne).
5. Arneeth A., Denton F., Agus F., Elbehri A., Erb K., Osman Elasha B., Rahimi M., Rounsevell M., Spence A., Valentini R. (2019). Framing and Context. In: *Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*. Shukla P. R., Skea J., Calvo Buendia E., Masson-Delmotte V., Pörtner H.-O., Roberts D. C., Zhai P., Slade R., Connors S., van Diemen R., Ferrat M., Haughey E., Luz S., Neogi S., Pathak M., Petzold J., Portugal Pereira J., Vyas P., Huntley E., Kissick K., Belkacemi M., Malley J., (eds.). In press.
6. Médail F., Quézel P. (1999). Biodiversity Hotspots in the Mediterranean Basin: Setting Global Conservation Priorities. In: *Conservation Biology*, 13. p. 1510–1513.
7. Andersen E., Baldock D., Brouwer F. M., Elbersen B. S., Godeschalk, F. E., Nieuwenhuizen, W., Hennekens, S. M. (2004). *Developing a high nature value farming area indicator*. p. 75.

François Lerin

Activités, thèmes de recherche et centres d'intérêt :

François Lerin, sciences sociales. Membre d'AIDA (Association Internationale pour le Développement de l'Agroenvironnement). Chercheur senior sur les questions environnementales et agroenvironnementales et des enjeux méthodologiques en sciences sociales (la question des échelles et de la transdisciplinarité). Il a été longtemps administrateur scientifique dans une organisation internationale méditerranéenne et a coordonné un certain nombre de programmes de recherches "embarquées" en réseau (français et européen). Il travaille actuellement sur les Balkans occidentaux, pays membres et pays candidats à partir de la relation entre les régimes environnementaux et les situations et dispositifs locaux.

Bibliographie indicative de l'auteur :

3. Lerin F. (2015). The Scale Issue in Global International Environment Governance: For a Transdisciplinary Perspective. In: Chagnoz O., Diaz Pedregal V., Kolata A. L. (Eds.). *Local Politics, Global Impacts. Steps to a Multi-disciplinary Analysis of Scales*. p. 39-66. Surrey (Royaume Uni), Burlington (Etats Unis) : Ashgate Publishing Limited.
4. Lerin F., Tubiana L. (2020). Climate Change: Anticipated Risk or Heralded Catastrophe? Questions from a thwarted Public Enquiry. In: Jodelet D., Vala J., Drozda-Senkowska E. (Eds.). *Society Under Stress: A Pluridisciplinary Approach*. Springer Publishing. p. 161-176.

Claire Bernard-Mongin

Activités, thèmes de recherche et centres d'intérêt :

Claire Bernard-Mongin travaille à l'accompagnement des transitions environnementales à l'interface entre la recherche scientifique, l'action collective et la fabrique des politiques publiques. Politiste de formation, elle s'est spécialisée sur les enjeux de gestion des ressources naturelles. Docteur en sciences de gestion, elle s'intéresse plus particulièrement à la construction de stratégies collectives à finalité environnementale et à leur instrumentation. Depuis 2012, elle travaille sur les questions agroenvironnementales dans l'espace euro-méditerranéen, en France et à l'international, à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (2012-2017), au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (2018 -2020), et aujourd'hui au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD - UMR Innovation).

Bibliographie indicative de l'auteur :

1. Bernard-Mongin C., Hoxha V., Lerin, F. (2021). From total state to anarchic market: management of medicinal and aromatic plants in Albania. In: *Regional Environmental Change*, 21(1), 5. Doi:10.1007/s10113-020-01727-1
2. Bernard-Mongin C., Lerin F. (2017). L'Albanie, une agriculture sans dualisme ? In: Paoli J.-C. (ed.), Anthopoulos T. (ed.), Ben Saad A. (ed.), Bergeret P. (ed.), Elloumi M. (ed.), Napoleone C. (ed.), Vianey G. (ed.). *La petite exploitation agricole méditerranéenne, une réponse en temps de crise*. Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens, n° 117. Montpellier (France) : CIHEAM-IAMM. p. 19-38.
<http://om.ciheam.org/option.php?IDOM=1032>
3. Poux X., Bernard-Mongin C. et al., (à paraître). Mobilising a strategic approach for engaging a brokering innovation process in High Nature Value areas. In: *Ecology and Society*.